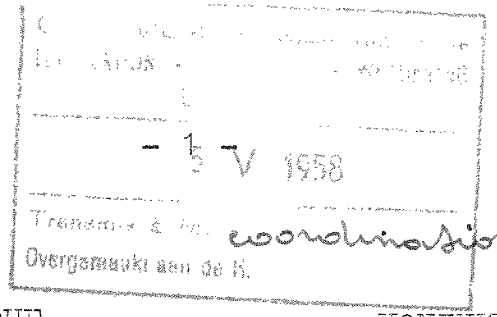
ML.



L. 6107/2.
L. 6106/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 1er février 1958, d'une demande d'avis sur :

1° un projet d'arrêté royal "relatif à l'agréation des sociétés de gestion de fonds communs de placement belges";

2° un projet d'arrêté royal"relatif aux modalités de contrôle des règlements d'exécution de la loi du 27 mars 1957",

a donné le 19 mars 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 1e februari 1958 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over :

1° een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de erkenning van de beheersvennootschappen van Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen";

2° een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de controlemodaliteiten der uitvoeringsreglementen van de wet van 27 maart 1957",

heeft de 19e maart 1958 het volgend advies gegeven :

Observations générales.

Les deux projets ont pour objet de mettre à exécution les articles 2 et 4 de la loi du 27 mars 1957, dont le premier donne au Roi le pouvoir de déterminer les conditions d'agréation des sociétés de gestion et le second permet au Roi de déterminer les modalités du contrôle de l'observation des règlements pris sous forme d'arrêtés royaux ou de règlements de la commission bancaire.

Les deux projets pourraient être fusionnés sans inconvénient.

Le premier d'entre eux prévoit des conditions dont l'accomplissement est exigé de la société de gestion au moment où l'agréation lui est octroyée, c'est-à-dire avant qu'elle ne commence à fonctionner.

Il prévoit, en outre, d'autres prescriptions qui s'imposent à la société postérieurement à l'agréation, alors qu'elle exerce effectivement ses activités. Au respect de ces dernières conditions est subordonné le maintien de l'agréation.

La commission bancaire est chargée, en vertu de l'article 4 de la loi, de contrôler l'observation des arrêtés royaux pris en vertu de l'article 2, et elle peut retirer l'agréation précédemment accordée

.../...

lorsque les arrêtés royaux ne sont pas respectés (article 5). Ces dispositions impliquent que les arrêtés royaux déterminant les conditions d'agréation doivent être respectés après que l'agréation a été accordée et qu'ils peuvent contenir des prescriptions qui sont applicables non seulement à la formation de la société de gestion, mais à son activité.

\+

\+ \+

Selon les travaux préparatoires de la loi, il a été entendu que les valeurs mobilières formant l'indivision seraient individualisées afin d'éviter que les propriétaires indivis ne puissent être lésés en cas de faillite de la société de gestion (Annales parl. Sénat, séance du 22 novembre 1956, p.63).

Ce problème est d'autant plus sérieux que le projet de règlement de la commission bancaire prévoit que ces valeurs doivent être déposées dans une banque.

Le dépôt en banque ne doit pas avoir pour effet d'augmenter les risques que pourrait courir le fonds commun, par suite de la dualité de détention.

.../...

Pour répondre aux intentions du législateur, il serait souhaitable que le projet d'arrêté royal contienne une disposition qui prévoie l'identification des titres au porteur, par exemple en organisant une annotation des numéros par la société de gestion et la banque dépositaire.

Dans l'ignorance des intentions du Gouvernement quant à la manière d'assurer l'identification, le Conseil d'Etat s'abstient de proposer un texte à cette fin.

Observations particulières concernant le projet d'arrêté royal relatif à l'agréation.

Article 1er.

L'article 1er répète l'article 2, alinéa 1er, de la loi du 27 mars 1957 en ajoutant la précision que seules les sociétés "anonymes de droit belge " peuvent être agréées, et en remplaçant les mots "un ou plusieurs" par "des".

Tel qu'il est rédigé, l'article 1er semble attribuer un pouvoir d'agréation à la commission bancaire, alors que celle-ci tient ce pouvoir directement de la loi. Le texte devrait être rédigé de

.../...

manière à mettre l'accent sur la condition d'agréation qu'il contient, à savoir que les sociétés doivent être des sociétés anonymes de droit belge.

L'intention du Gouvernement n'étant pas de permettre l'agréation de sociétés constituées conformément à la législation coloniale, il s'indique de préciser l'appartenance nationale de ces sociétés.

Article 2.

Sans observation.

Article 3.

Le paragraphe 2 de cet article prévoit que la commission bancaire peut agréer des sociétés qui exercent d'autres "activités fiduciaires". Ces derniers mots sont peu précis. L'exposé des motifs de la loi du 27 mars 1957 a prévu que les sociétés de gestion pourraient "accomplir d'autres opérations à caractère fiduciaire, telles que, par exemple, la création et l'émission de certificats au porteur représentatifs de valeurs étrangères".

Ces précisions pourraient être reprises dans le texte du projet.

.../...

Article 4.

La rédaction de l'alinéa 2 peut être améliorée en faisant ressortir que la délégation admise s'applique aux pouvoirs que des circonstances de force majeure empêchent d'exercer.

Article 5.

Les mots "effectivement" et "effectif" n'ajoutent rien au texte et peuvent être omis.

Article 6.

L'alinéa 2 du paragraphe 1er est rédigé comme s'il devait imposer aux sociétés de gestion l'obligation de tenir un registre des actions nominatives.

En réalité, il tend simplement à donner aux participants des fonds communs, le droit de consulter ce registre tenu conformément à l'article 42 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

.../...

Article 7.

Le mot "capitaux" n'est pas employé dans le paragraphe 1er avec le même sens que l'article 5 donne au mot "capital". Il s'agit, dans l'article 7, outre le capital social, des réserves diverses, reports à nouveau, provisions, etc ...

Il serait plus exact de parler des "avoirs propres".

Article 8.

Cet article prévoit des incompatibilités à l'égard de personnes condamnées pour des infractions de nature financière. Le projet se montre plus sévère à l'égard des administrateurs d'une société de gestion que l'article 7 de l'arrêté royal n° 185 ne l'est à l'égard des banquiers. Lorsque ces derniers sont condamnés à une peine inférieure à trois mois d'emprisonnement, ils peuvent obtenir de la commission bancaire une autorisation d'exercer leur profession. Pareille possibilité est refusée aux administrateurs des sociétés de gestion.

L'article 8 ne fait pas mention des commissaires. Selon les délégués du Gouvernement, il convient d'en faire mention.

.../...

Les divers arrêtés royaux qui sont visés dans l'article 8 devraient y figurer avec leur intitulé. C'est d'autant plus recommandable que l'on cite trois arrêtés de même date. Par contre, il est sans intérêt de citer l'arrêté royal n°157 du 10 avril 1935, qui n'a d'autre objet que de modifier l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934.

Article 9.

Le commissaire qui sera choisi par la société de gestion en exécution de cet article devra obtenir soit l'autorisation de la commission bancaire (article 24, alinéa 2, de l'arrêté royal n°185), soit l'autorisation de l'Institut des reviseurs d'entreprises (article 7, alinéa 2, de la loi du 22 juillet 1953).

Article 10.

Sans obversation .

.../...

Observations concernant le projet d'arrêté royal relatif aux modalités de contrôle.

Les articles 2 et 3 pourraient être utilement fusionnés.

En ce qui concerne les renseignements et les documents à fournir par les sociétés de gestion, l'article 3 n'indique pas ce que dans ces documents et renseignements les commissaires sont appelés à certifier. Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, la certification doit porter sur l'exactitude des renseignements plutôt que sur l'authenticité des formes.

Articles 4, 5 et 6.

Ces articles sont la réplique des articles 1er, 2 et 3. On pourrait se borner à une disposition succincte qui se référerait aux articles précédents.

Pour le surplus, les deux projets appellent quelques modifications de forme qui sont contenues dans le texte ci-après proposé.

.../...

Arrêté royal relatif à l'agréation et aux modalités du contrôle des sociétés gérant des fonds communs de placement belges.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 27 mars 1957 relative aux fonds communs de placement et modifiant le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre, notamment les articles 2 et 4;

Vu l'avis de la commission bancaire;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - CONDITIONS DE L'AGREATION.

Article 1er.-

Pour être agréées par la commission bancaire aux fins de gérer ou d'administrer un ou plusieurs fonds communs de placement belges et de faire appel au public en vue de la participation à de tels fonds, les

.../...

sociétés de gestion doivent avoir la forme de sociétés anonymes constituées conformément à la législation belge et leur principal établissement en Belgique.

Article 2.-

L'agréation n'est accordée que si la société apporte la preuve que son organisation financière et technique la met en mesure d'exercer l'activité prévue à l'article 1er.

Article 3.-

Les sociétés de gestion ne peuvent exercer d'autre activité que celle prévue à l'article 1er.

Toutefois, la commission bancaire peut autoriser, aux conditions particulières qu'elle détermine, la pratique de certaines opérations à caractère fiduciaire, notamment la création et l'émission de certificats au porteur représentatifs de valeurs étrangères. Ces autorisations sont toujours révocables.

Article 4.-

Les sociétés de gestion ne peuvent charger des tiers de poursuivre, pour elles, la réalisation de leur objet social ni leur confier la tenue de leurs livres et de leurs comptes.

.../...

Toutefois, les sociétés de gestion peuvent déléguer temporairement tout ou partie des pouvoirs d'administration et de gestion que des circonstances de force majeure les empêchent d'exercer.

Article 5.-

Le capital libéré des sociétés de gestion doit être de cinq millions au moins.

En outre, le capital souscrit et les réserves des sociétés de gestion doivent être au moins égaux au centième de la valeur globale des fonds communs de placement qu'elles gèrent ou administrent.

Néanmoins, lorsqu'un bilan annuel fait apparaître une proportion inférieure, l'ajustement pourra être différé jusqu'à la date d'approbation du deuxième bilan annuel postérieur, sans toutefois que le capital souscrit et les réserves doivent être portés de ce chef au delà du centième de la valeur globale des fonds communs au moment où l'ajustement est opéré.

Article 6.-

Le capital des sociétés de gestion est représenté exclusivement par des actions nominatives. Il ne peut être créé, sous quelque forme que ce soit, des actions ou parts non représentatives du capital social.

.../...

Les participants aux fonds communs de placement pourront prendre connaissance du registre des actions nominatives tenu par la société de gestion conformément à l'article 42 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 7.-

Les sociétés de gestion fixent, dans leurs statuts, le mode de placement de leurs propres avoirs; ceux-ci ne peuvent être investis qu'en valeurs aisément réalisables.

Elles peuvent toutefois acquérir les immeubles nécessaires à la réalisation de leur objet social.

Article 8.-

Ne peuvent exercer les fonctions d'administrateur, directeur, fondé de pouvoirs ou commissaire d'une société de gestion, les personnes qui ont été condamnées définitivement à une peine criminelle ou correctionnelle, même conditionnelle:

1° pour une des infractions visées à l'article 1er de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction pour certains condamnés et pour les faillis, de participer à l'administration et à la surveillance des sociétés par actions, des sociétés coopératives et des unions de crédit et d'exercer la profession d'agent de change ou l'activité de banque de dépôts;

.../...

2° pour infraction aux dispositions suivantes :

a) le titre V du livre 1er du Code de commerce;

b) la loi du 25 juin 1930 relative au contrôle des entreprises d'assurances sur la vie;

c) l'arrêté royal n° 41 du 15 décembre 1934 protégeant l'épargne par la réglementation de la vente à tempérament de valeurs à lot;

d) l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des caisses d'épargne privées et des entreprises, autres que les banques de dépôts, recevant des dépôts d'argent;

e) l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation;

f) l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs;

g) les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées par arrêté royal du 30 novembre 1935;

h) l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires;

i) l'arrêté royal n° 71 du 30 novembre 1939 relatif au colportage des valeurs mobilières et au démarchage sur valeurs mobilières et sur marchandises et denrées;

j) la loi du 27 mars 1957;

k) la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement.

L'exercice de ces fonctions est également interdit aux faillis non réhabilités.

.../...

Article 9.-

Un au moins des commissaires de la société de gestion doit être réviseur de banque ou réviseur d'entreprises.

Article 10.-

La société qui sollicite son agréation soumet à la commission bancaire un dossier établi conformément aux prescriptions de celle-ci.

Elle communique sans délai à la commission les informations nécessaires à la tenue à jour permanente de ce dossier.

CHAPITRE II. - DES MODALITES DU CONTROLE.

Article 11.-

Le président de la commission bancaire ou les délégués de celle-ci peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et, généralement, de tous les documents et écritures quelconques des sociétés de gestion.

Article 12.-

Les sociétés de gestion communiquent à la commission bancaire, sur demande de celle-ci et selon les modalités qu'elle arrête, tous renseignements et documents relatifs à leur activité.

La commission peut exiger que l'exactitude de ces renseignements et de ces documents soit certifiée par le commissaire-réviseur de la société.

.../...

Article 13.-

Les mesures de contrôle prevues aux articles 11 et 12 s'appliquent aux organismes dépositaires des titres et valeurs d'un fonds commun de placement belge, en ce qui concerne ces titres et valeurs.

Article 14.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Algemene opmerkingen.

Beide ontwerpen beogen de uitvoering van de artikelen 2 en 4 der wet van 27 maart 1957; het eerste artikel machtigt de Koning tot het vaststellen van de voorwaarden van erkenning der vennootschappen van beheer, het tweede laat de Koning toe te bepalen op welke wijze controle zal worden uitgeoefend op de naleving van de reglementen, die in de vorm van koninklijke besluiten of van reglementen van de bankcommissie zullen worden uitgevaardigd.

Beide ontwerpen kunnen zonder bezwaar worden verenigd.

Het eerste ontwerp stelt eisen waaraan de vennootschap van beheer op het tijdstip van haar erkenning, dit wil zeggen alvorens zij haar werkzaamheden aanvat, moet voldoen.

Het bevat nog andere voorschriften, welke de vennootschap na haar erkenning, dus als zij reeds werkt, in acht behoort te nemen. Deze laatste voorwaarden moet zij blijven vervullen, om haar erkenning te kunnen behouden.

Krachtens artikel 4 van de wet is de bankcommissie belast met de controle op de naleving van de op grond van artikel 2 genomen reglementen en mag zij, in geval van niet-naleving van de koninklijke besluiten, de verleende erkenning intrekken (artikel 5).

.../...

Deze bepalingen impliceren dat de koninklijke besluiten tot vaststelling van de voorwaarden van erkenning in acht moeten worden genomen nadat de erkenning is verleend en dat zij voorschriften kunnen bevatten welke toepasselijk zijn niet alleen op de vorming van de vennootschap van beheer, maar ook op haar werking.

\+

\+ \+

Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet, is vastgesteld dat de roerende waarden die de onverdeeldheid vormen geïndividualiseerd zouden worden opdat de onverdeelde eigenaars geen nadeel ondervinden van een faillissement der vennootschap van beheer (Parl.Handel.Senaat, zitting van 22 november 1956, blz. 63).

Dit is een des te gewichtiger probleem daar het ontwerp-reglement der bankcommissie stelt, dat deze waarden in een bank dienen te worden neergelegd.

Het deponeren in een bank mag geen oorzaak zijn, dat het gemeenschappelijk fonds een groter risico loopt doordat er twee houders zijn.

Om aan de bedoeling van de wetgever te beantwoorden, ware het wenselijk in het ontwerp van koninklijk besluit een bepaling op te nemen die de identificatie van toondereffecten voorschrijft, bijvoorbeeld in die zin dat de vennootschap van beheer en de depositobank de nummers optekenen.

Daar hij niet weet, hoe de Regering zich voorneemt deze identificatie te verzekeren, ziet de Raad van State ervan af, hiervoor een tekst aan te bevelen.

.../...

Bijzondere opmerkingen over het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de erkenning.

Artikel 1 is een herhaling van artikel 2, eerste lid, van de wet van 27 maart 1957, het voegt er echter aan toe dat alleen de "naamloze vennootschappen van Belgisch recht" erkend mogen worden en schrapt de woorden "een of meer".

Zoals het gesteld is, schijnt dit artikel bevoegdheid tot erkenning aan de bankcommissie op te dragen, die zij toch rechtstreeks aan de wet ontleent. Men redigere de tekst zo, dat de nadruk wordt gelegd op de daarin gestelde erkenningsvoorwaarde, namelijk dat de vennootschappen naamloze vennootschappen naar Belgisch recht moeten zijn.

Daar de Regering geen naar koloniaal recht gevormde vennootschappen wenst te laten erkennen, is het geraden duidelijk te zeggen dat het vennootschappen geldt naar nationaal recht.

Artikel 2.

Geen opmerkingen.

.../...

Artikel 3.

De tweede paragraaf van dit artikel bepaalt dat de bankcommissie vennootschappen mag erkennen welke andere "fiduciaire bedrijvigheden" uitoefenen. Deze woorden zijn weinig duidelijk. De memorie van toelichting bij de wet van 27 maart 1957 heeft verklaard dat de vennootschappen van beheer zouden kunnen "andere verrichtingen van fiduciaire aard (te) verrichten, zoals bijvoorbeeld het scheppen en de emissie van certificaten aan toonder die buitenlandse waarden vertegenwoordigen".

Deze bijzonderheden zouden in de tekst van het ontwerp kunnen worden overgenomen.

Artikel 4.

De redactie van het tweede lid kan worden verbeterd door daarin te doen uitkomen dat de gegeven delegatie toepassing vindt op bevoegdheden die ten gevolge van overmacht niet kunnen worden uitgeoefend.

Artikel 5.

Het woord "werkelijk" is nutteloos en mag wegvallen.

Artikel 6.

Het tweede lid van de eerste paragraaf is zo gesteld dat het aan de vennootschappen van beheer de verplichting schijnt op te leggen een register der aandelen op naam te houden.

.../...

In werkelijkheid moet het alleen dienen om deelnemers in gemeenschappelijke fondsen het recht te geven, inzage te nemen van het register dat overeenkomstig artikel 42 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen wordt gehouden.

Artikel 7.

Het woord "kapitalen" wordt in de eerste paragraaf niet gebruikt in dezelfde zin als "kapitaal" in artikel 5. In artikel 7 gaat het, behalve om het maatschappelijk kapitaal, ook om allerlei reserves, overgebrachte saldi, provisies, enz.

Het ware juister te spreken van "eigen vermogen".

Artikel 8.

Dit artikel voert onverenigbaarheden in ten aanzien van hen die wegens financiële misdrijven zijn veroordeeld. Het ontwerp is tegenover beheerders van vennootschappen van beheer strenger dan artikel 7 van het koninklijk besluit nr 185 tegenover bankiers. Bankiers die tot een gevangenisstraf van minder dan drie maanden zijn veroordeeld, kunnen door de bankcommissie gemachtigd worden tot het uitoefenen van hun beroep. Voor beheerders van beheersvennootschappen bestaat deze mogelijkheid niet.

Artikel 8 spreekt niet van de commissarissen. Volgens de gemachtigden van de Regering moet men daar wel van spreken.

.../...

Men schrijve het opschrift van de in artikel 8 vermelde koninklijke besluiten voluit, vooral omdat drie van die besluiten dezelfde datum hebben. Daarentegen is het nutteloos het koninklijk besluit nr 157 van 10 april 1935 te vermelden, want het heeft eenvoudig het koninklijk besluit nr 42 van 15 december 1934 gewijzigd.

Artikel 9.

De commissaris die door de vennootschap van beheer wordt gekozen, moet toelating krijgen van de bankcommissie (artikel 24, tweede lid, van het koninklijk besluit nr 185) of wel van het Instituut der bedrijfsrevisoren (artikel 7, tweede lid, van de wet van 22 juli 1953).

Artikel 10.

Geen opmerkingen.

.../...

Opmerkingen over het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de wijze van controle.

De artikelen 2 en 3 kunnen worden verenigd.

In verband met de gegevens en documenten welke de vennootschappen van beheer moeten verstrekken, zegt artikel 3 niet, wat de commissarissen moeten waarmerken. Naar aan de Raad van State is medegedeeld, is het bedoeling, de juistheid van de gegevens veeleer dan de authenticiteit van de vorm ervan te doen bevestigen.

Artikelen 4, 5 en 6.

Deze artikelen zijn een repliek van de artikelen 1, 2 en 3. Men kan volstaan met een bondiger tekst, die naar de vorige artikelen verwijst.

Voor het overige zijn bij de twee ontwerpen enige vormwijzigingen aan te brengen, die in de onderstaande tekst zijn opgenomen :

.../...

Koninklijk besluit betreffende de erkenning van en de wijze van controle op vennootschappen voor beheer van Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 27 maart 1957 betreffende de gemeenschappelijke beleggingsfondsen en tot wijziging van het Wetboek der zegelrechten en het Wetboek der met het zegelrecht gelijkgestelde taxes, inzonderheid op de artikelen 2 en 4;

Gelet op het advies van de bankcommissie;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - VOORWAARDEN VAN ERKENNING.

Artikel 1.-

De erkenning vanwege de bankcommissie om een of meer Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen te beheren of te administreren of een beroep op het publiek te doen met het oog op deelneming aan dergelijke fondsen kan enkel worden verleend aan vennootschappen van beheer die als naamloze vennootschap overeenkomstig de Belgische wet zijn opgericht en hier te lande hun hoofdzetel hebben.

.../...

Artikel 2.-

De erkenning wordt slechts verleend indien de vennootschap bewijst dat haar financiële en technische organisatie haar in staat stelt de in artikel 1 omschreven werkzaamheid uit te oefenen.

Artikel 3.-

Vennootschappen van beheer mogen geen andere werkzaamheden verrichten dan die welke in artikel 1 zijn omschreven.

De bankcommissie kan echter onder door haar vast te stellen voorwaarden toestaan dat sommige operaties van fiduciaire aard, zoals het scheppen en de emitie van certificaten aan toonder die buitenlandse waarden vertegenwoordigen, worden verricht. Haar instemming kan altijd worden herroepen.

Artikel 4.-

Vennootschappen van beheer mogen de verwezenlijking van hun maatschappelijk doel noch het houden van hun boeken en rekeningen aan derden opdragen.

Nochtans kunnen zij tijdelijk hun administratie- en beheersbevoegdheden die ten gevolge van overmacht niet kunnen worden uitgeoefend geheel of ten dele overdragen.

.../...

Artikel 5.-

Het gestorte kapitaal van vennootschappen van beheer moet ten minste vijf millioen bedragen.

Voorts moeten het statutair kapitaal en de reserves van de vennootschappen van beheer ten minste gelijk zijn aan een honderdste van de gezamenlijke waarde van de gemeenschappelijke beleggingsfondsen welke zij beheren of administreren.

Blijkt echter uit de jaarrekening dat dit percentage niet is bereikt,dan mag de aanpassing worden uitgesteld tot de dag waarop de tweede daarop volgende jaarrekening wordt goedgekeurd, zonder dat daarom het statutaire kapitaal en de reserves hoger moeten worden opgevoerd dan een honderdste van de gezamenlijke waarde van de gemeenschappelijke beleggingsfondsen op het tijdstip van de aanpassing.

Artikel 6.-

Het kapitaal van de vennootschappen van beheer wordt uitsluitend vertegenwoordigd door aandelen op naam. Aandelen of deelbewijzen die het kapitaal niet vertegenwoordigen,mogen, om het even onder welke vorm,niet worden gecreëerd.

Deelnemers in gemeenschappelijke beleggingsfondsen kunnen inzage nemen van het register van aandelen op naam, dat de vennootschap van beheer overeenkomstig artikel 42 van de gecoördineerde wetten betreffende de handelsvennootschappen bijhoudt.

.../...

Artikel 7.-

Vennootschappen van beheer stellen in hun statuten vast, op welke wijze hun eigen vermogen wordt geplaatst; dat eigen vermogen mag enkel in gemakkelijk te gelde te maken goederen worden geïnvesteerd.

Zij mogen echter gebouwen verkrijgen die voor het bereiken van het doel der vennootschap noodzakelijk zijn.

Artikel 8.-

Niemand kan als beheerder, directeur, procuratiehouder of commissaris van een vennootschap van beheer optreden, wanneer hij tot een, zelfs voorwaardelijke, criminele of correctionele straf onherroepelijk is veroordeeld :

1° wegens een misdrijf als omschreven in artikel 1 van het koninklijk besluit nr 22 van 24 oktober 1934 houdende verbod ten opzichte van sommige veroordeelden en van gefailleerden om deel te nemen aan het beheer van en het toezicht over de vennootschappen op aandelen, de coöperatieve vennootschappen en de kredietverenigingen en om het beroep van wisselagent uit te oefenen of de bedrijvigheid van depositobanken waar te nemen;

.../...

2° wegens overtreding van volgende voorzieningen :

a) titel V van boek I van het Wetboek van koophandel;

b) de wet van 25 juni 1930 betreffende de controle op de levensverzekeringsmaatschappijen;

c) het koninklijk besluit nr 41 van 15 december 1934 tot bescherming van het gespaard vermogen door reglementering van de verkoop, op afbetaling, van premieëffecten;

d) het koninklijk besluit nr 42 van 15 december 1934 betreffende de controle op de private spaarkassen en de ondernemingen die, zonder depositobanken te zijn, golddeposito's ontvangen;

e) het koninklijk besluit nr 43 van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatie-ondernemingen;

f) het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten;

g) de wetten betreffende de handelsvennootschappen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 30 november 1935;

h) het koninlijk besluit nr 225 van 7 januari 1936 betreffende de hypothecaire leningen en de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen;

i) het koninklijk besluit nr 71 van 30 november 1939 betreffende het leuren met roerende waarden en demarchage met roerende waarden en goederen of eetwaren;

.../...

j) de wet van 27 maart 1957;

k) de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering.

Niet in hun eer hersteldo gefailleerden mogen evenmin een van deze functies uitoefenen.

Artikel 9.-

Ten minste een van de commissarissen van de vennootschap van beheer moet bankrevisor of bedrijfsrevisor zijn.

Artikel 10.-

De vennootschap die om erkenning verzoekt, legt aan de bankcommissie een overeenkomstig deze voorschriften opgesteld dossier voor.

Zij geeft de bankcommissie onverwijld kennis van de inlichtingen, die voor het permanent bijhouden van dat dossier nodig zijn.

.../...

HOOFDSTUK II. - WIJZE VAN CONTROLE.

Artikel 11.-

De voorzitter of de gemachtigden van de bankcommissie mogen, te plaatse waar zij berusten, inzage nemen van de boeken, briefwisseling, notulen en in het algemeen alle documenten en geschriften van de vennootschappen van beheer.

Artikel 12.-

Op verzoek van de bankcommissie en volgens door haar vast te stellen regelen, verstrekken de vennootschappen van beheer haar alle gegevens en documenten in verband met hun werkzaamheid.

De commissie kan eisen dat de commissaris-revisor van de vennootschap de juistheid van deze gegevens en documenten bevestigt.

.../...

Artikel 13.-

De in de artikelen 11 en 12 bepaalde controlemaatregelen vinden, ten aanzien van effecten van een Belgisch gemeenschappelijk beleggingsfonds, ook toepassing op instellingen die deze effecten in bewaring hebben.

Artikel 14.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	L. MOUREAU, G. HOLOYE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	P. COART-FRESART, P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame : Mevrouw :	J. DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.
Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.
Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.